

**KHALFAOUI Abdelaziz**

Faculté Pluridisciplinaire de Nador
Université Mohammed 1e, Oujda, Maroc
khalfaziz@hotmail.fr ou a.khalfaoui@ump.ma

Les unités de production informelles au Maroc : une analyse comparative à l'échelle régionale

Résumé : La part importante des unités de production informelles (UPI) dans l'économie marocaine (environ un million et demi d'unités et à peu près 40 % du PIB selon l'enquête nationale sur le secteur informel de 2007) constitue à la fois une échappatoire au chômage d'une frange importante de la population active marocaine, mais aussi un obstacle au développement économique et social du pays. Dans cet article, nous allons essayer d'examiner la répartition des UPI sur l'ensemble des régions marocaines, pour pouvoir dégager des caractéristiques différentielles éventuelles entre les régions marocaines. L'analyse statistique en composantes principales (ACP) a révélé une grande homogénéité des régions marocaines, excepté les deux régions du Grand-Casablanca qui se distingue par une prédominance des UPI urbaines dirigées par des chefs employeurs, tandis que la région Marrakech-Tensift-Al Haouz se caractérise par l'hégémonie des UPI rurales et opérant à domicile. Quant à la classification hiérarchique ascendante, elle a permis de constituer cinq groupes homogènes de régions.

Mots clés : secteur informel, régions marocaines, enquête 2007, analyse en composantes principales, ressemblance, disparité.

Summary: The large share of informal production units (IPU) in the Moroccan economy (about one and a half million units and almost 40% of GDP according to the national survey of the informal sector in 2007) is both a escape unemployment for a large segment of the Moroccan workforce but also an obstacle to economic and social development. In this article we will try to examine the distribution of UPI on all Moroccan regions, in order to identify possible differential characteristics between Moroccan regions. The statistical principal component analysis (PCA) revealed high homogeneity of Moroccan regions, except the two regions of the Grand Casablanca which is characterized by a predominance of urban UPI whose leaders employers, while the Marrakech-Tensift region is characterized by the hegemony of rural UPI operating at home. As for the hierarchical cluster, it helped to establish five homogeneous groups of regions.

Keys words : informal sector, Moroccan regions, 2007 survey, principal component analysis, likeness disparity.

Introduction:

La dualité de l'économie est une caractéristique des pays en voie développement (Lewis, 1954). Le Maroc ne déroge pas à cette règle, en effet, d'après l'enquête nationale sur le secteur informel effectuée par le Haut Commissariat au Plan en 2007, le nombre des unités de production informelles (UPI) est de 1.550.274 unités, soit une création nette de 320.000 unités en l'espace de 8 ans (depuis la dernière enquête de 1999), soit l'équivalent de 40.000 unités par an. Par ailleurs, il s'agit d'un secteur qui pourvoit 37,3% des emplois (hors secteur agricole) selon la même source. Ces chiffres montrent la part importante des UPI dans l'économie marocaine, et par conséquent, toute la difficulté des pouvoirs publics marocains à essayer de faire revenir ces unités de production dans le giron du secteur formel (Mejjati, 2006), car les activités informelles sont nuisibles à l'économie formelle (Djajoma, 2010) par la concurrence déloyale (moins de charges, moins d'obligations...) exercées au détriment des entreprises informelles et surtout par le manque à gagner considérable (estimé à raison de 40 % du PIB marocain) en matière de recettes fiscales pour l'Etat et pour les collectivités territoriales. Si la théorie du dualisme formulée dans les années 1950 par W.A. Lewis prévoyait l'absorption du secteur traditionnel (informel) par le secteur capitaliste (formel), force est de constater, que pour l'économie marocaine, non seulement le secteur informel persiste, mais il a tendance à accroître. En conséquence, à court et moyen terme, une lutte contre les unités informelles, nécessite aussi une intervention publique, à travers une politique combinant fermeté (la chasse aux acteurs du secteur informel et leur déguerpissement) et souplesse (accompagnement des chefs des UPI, encouragement de l'esprit de l'entrepreneuriat, allègement des charges afférentes à la création d'entreprises, améliorer la formation, etc.) capable, sinon de faire disparaître les unités informelles, du moins réduire leurs nombres et leur part dans la production de richesse (Salhdine, 1992). Pour ce faire, une première étape consiste à faire un diagnostic profond des unités informelles au Maroc, pour prescrire les remèdes adéquats et décréter les politiques appropriées contre ce phénomène.

Dans ce travail, après avoir présenté les caractéristiques générales des UPI marocaines, nous allons tenter, à travers une étude statistique en composantes principales et une analyse typologique, de comparer les UPI dans les régions marocaines, pour pouvoir adapter les politiques en matière lutte contre le secteur informel aux spécificités de chaque région, le cas échéant.

1. Les UPI au Maroc : une vue d'ensemble

La difficulté à analyser des unités de l'économie informelle découle de la grande hétérogénéité de la composante informelle (Charmes, 2010). Car, il faut signaler que cette dernière ne constitue qu'une partie d'un ensemble d'activités économiques appelées « l'économie non observée », celle-ci, comprend quatre composantes :

- l'économie souterraine, il s'agit des activités qui se cachent afin d'échapper à leurs obligations légales (le paiement des taxes, des impôts et des charges sociales) ;
- l'économie illégale, regroupe l'exercice d'activités prohibées par la loi (trafic des stupéfiants, proxénétisme, contrebande...) ;

- Le secteur informel, comprend les activités économiques qui, sans avoir la volonté délibérée de se dissimuler, ne sont pas déclarées (Barthélemy, 1998);
- La production à usage propre, ce sont les biens et services provenant des activités domestiques et de l'entraide amicale.

1.1. Définition des unités des UPI

Par-delà, la grande diversité des unités informelles, une autre difficulté réside dans la démarcation entre les unités formelles et les unités informelles (Adair, 2003). En effet, le Système de Comptabilité Nationale (SCN) de 1993 ainsi que la Quinzième Conférence Internationale des Statisticiens du Travail (CIST) ont établi la liste des critères à partir desquels on peut classer les unités économiques entre secteur formel et secteur informel, parmi ces critères on peut citer :

Tableau 1 : Critères de distinction entre les entreprises formelles et des entreprises informelles

| | Entreprises formelles | Entreprises informelles |
|-------------------------|--|---|
| Niveau technique | <ul style="list-style-type: none"> -Fort niveau de valeur ajoutée des produits (plus de transformation). - Fort niveau de capitalisation (plus de capital physique, installations, outils, technologie) | <ul style="list-style-type: none"> -Faible niveau de valeur ajoutée des produits (moins de transformation). - Faible niveau de capitalisation (moins de capital physique, installations, outils, technologie). |
| Niveau pratique | <ul style="list-style-type: none"> -Application au niveau interne de règles et normes institutionnelles du travail. -Entreprises enregistrées. - Entreprises payant des taxes et impôts. -Entreprises détenant des règles et normes codifiées servant à la reconnaissance et à la résolution de problèmes. -Formalité de la structure. -Formalité des objectifs. -Comptabilité régulière. -Formation acquise dans le système d'éducation formelle. | <ul style="list-style-type: none"> -Non application au niveau interne de règles et normes institutionnelles du travail. -Entreprises non enregistrées. - Entreprises ne payant pas de taxes et impôts. -Entreprises n'ayant pas de règles codifiées servant à la reconnaissance et à la résolution de problèmes. -Non formalité de la structure. - Non formalité des objectifs. -Absence de comptabilité régulière. -Formation acquise en dehors du système d'éducation formelle. |

-la taille de l'entreprise : un seuil de 10 employés a été fixé, ainsi sont réputées informelles, toutes les entreprises employant moins de 10 salariés. Cependant, le seuil de 10 salariés est arbitraire et ne reflète pas la réalité du terrain. En effet, la taille d'une entreprise dépend d'abord de la nature de son activité (par exemple, abstraction faite de la formalité ou de l'informalité de l'activité, les entreprises industrielles emploient généralement plus de salariés que les entreprises des services), et d'autre part, la quasi-totalité des entreprises marocaines formelles emploient moins de 10 salariés.

-le statut de la main-d'œuvre : selon ce critère, les entreprises n'employant que des travailleurs familiaux non rémunérés ou que des salariés occasionnels, sont considérées comme informelles. Si on adopte ce critère pour distinguer les deux composantes, on ne peut pas, par exemple, classer les entreprises qui emploient des salariés permanents et qui font régulièrement appel à des employés occasionnels (Lelart, 2003).

-la tenue d'une comptabilité : toute entreprise qui tient, conformément à la loi comptable en vigueur, une comptabilité de son activité, est considérée comme formelle.

-les enregistrements d'ordre administratif : afin de réglementer l'exercice des activités économiques, les pouvoirs publics imposent aux entreprises toute une série d'enregistrements administratifs, il s'agit notamment de l'inscription au registre des entreprises, l'inscription à l'ordre des impôts, l'affiliation à la sécurité sociale...

L'enquête de 2007 a ciblé les unités de production qui ne disposent pas d'une comptabilité. En ce qui concerne la comptabilité, il s'agit ici de la comptabilité tenue par les entreprises conformément à l'organisation comptable en vigueur au Maroc.

1.2. Présentation de l'enquête 2007

Le champ couvert par l'enquête est constitué de toutes les unités de production non agricoles qui ne disposent pas d'une comptabilité (conformément à l'organisation comptable). L'enquête a considéré l'ensemble du territoire national (urbain et rural) et elle a touché toutes les composantes du secteur informel (unités localisées, unités sans local et unités exerçant à domicile). Il est important de préciser que l'informel tel qu'il est défini dans l'enquête n'inclut pas les activités illicites ou illégales telles que la contrebande, la drogue, etc. ni la production des biens pour propre compte. La réalisation de cette enquête est passée par deux phases : la première a consisté à identifier un échantillon des unités de production informelles à partir de l'enquête nationale sur l'emploi et d'enquêter dans la deuxième phase, les unités identifiées. Au total, un échantillon représentatif de 10259 unités de production informelles a été enquêté.

1.3. Caractéristiques des UPI marocaines en 2007

Selon les résultats de l'enquête 2007, les UPI s'installent majoritairement en milieu urbain, avec une proportion de 69,8%. La part des unités informelles exerçant en milieu rural a légèrement augmenté depuis 1999 passant de 28,4% à 30,2%.

Par région, le "Grand-Casablanca" concentre 14,3% des unités de production informelles, suivie de la région de "Marrakech-Tensift-AlHaouz" qui compte 13,5% d'unités. En revanche, les régions sahariennes "Oued Ed-Dahab-Lagouira", "Lâayoune-Boujdour-Sakia Al Hamra" et "Guelmim-Es-Semara" comptent ensemble 3% des UPI, suivies de la région de "Taza-Al Hoceima-Taounate" dont la part ne dépasse pas 3,2%. Par rapport à 1999, la part des unités exerçant dans la région du "Grand-Casablanca" et "Marrakech-Tensift-AlHaouz" s'est accru de 22,3% de l'ensemble des unités à 27,8%. En revanche, la part de la région "Tanger-Tétouan" a reculé de plus de 3 points (de 9,2% à 6%).

Selon le secteur d'activité, le "commerce et réparation" reste le secteur d'attraction pour ces unités avec une part de 57,4% des UPI; cette part a augmenté depuis 1999 de 4,6 points au détriment des autres secteurs. En revanche, la part du secteur industriel a

reculé de 20,9% à 17,2% cédant la deuxième position au secteur des services dont la part est restée quasi stable (20,1%). Le secteur de "construction" a également vu sa part baisser passant de 6,2% à 5,4% de la totalité des unités.

Près de la moitié des unités ne disposent pas d'un local fixe et pour 6,7%, le travail se fait à domicile du propriétaire. Parmi les unités disposant d'un local, le seul service public auquel la plupart accèdent est l'électricité (41,7%), ce qui témoigne du faible niveau d'équipement de ces unités. Seules 15,1% disposent de l'eau potable et 13,1% sont raccordées au réseau d'assainissement. Quant à la disposition du téléphone, de l'ordinateur et de l'internet, elle reste limitée (3,4% des unités ont un téléphone, 0,8% et 0,4% disposent respectivement d'un ordinateur et de l'internet).

Le secteur informel est caractérisé par la prédominance de l'auto emploi : presque les trois quarts (74,9%) des unités de production informelles sont réduites à une seule personne, celles employant deux personnes constituent 17,7% et celles employant trois personnes ne représentent que 4,5%. Quant à celles qui emploient quatre personnes et plus, leur part reste faible (2,8%). Ainsi, La taille moyenne des unités informelles est de 1,4 personne, en légère baisse depuis 1999 (1,5 personne). L'analyse des unités informelles selon leur taille en terme d'emploi, montre que plus la taille de l'unité augmente, plus elle a tendance à disposer d'un local. En effet, 76% des unités employant plus de 3 personnes disposent d'un local alors que seules 36% des unités constituées d'une seule personne possèdent un local.

Plus de la moitié (53%) des unités de production informelles ont plus de 8 années d'existence. Les plus jeunes unités, celles ayant moins de trois années, ne représentent que 17% de l'ensemble. Elles sont plus localisées et plus équipées. En effet, plus l'unité de production est ancienne, moins le taux d'équipement en eau potable, électricité, raccordement au réseau d'assainissement est élevé (20,8% des plus jeunes unités disposent d'eau potable contre 12,7% pour les plus anciennes et 59,3% disposent d'électricité contre 35,5% pour les plus anciennes). Les chefs des unités de production informelles ayant entre 35 et 60 ans restent prédominants avec 59,2% de l'ensemble des chefs d'UPI en 2007, les chefs les plus jeunes, c'est-à-dire ceux qui ont moins de 35 ans, ont vu leur part reculer par rapport à 1999, passant de 35,3% à 31,5%.

2. Une analyse statistique des UPI à l'échelle régionale

L'enquête nationale sur le secteur informel, réalisée entre 2006 et 2007, nous donne la répartition des UPI dans les 16 régions, selon plusieurs caractéristiques : des caractéristiques liées aux chefs des UPI et d'autres relatives aux UPI elles-mêmes.

- le milieu de résidence de l'UPI (urbain ou rural) : c'est le lieu d'implantation de l'UPI ;
- le secteur d'activité (BTP, commerce, industrie et services) : ces quatre secteurs embrassent plusieurs branches d'activité : il s'agit pour le BTP (bâtiment, travaux publics, construction), pour le commerce (commerce et réparation d'automobile, commerce de gros et intermédiaires de commerce, commerce de détail et réparation d'articles domestiques), pour l'industrie (industrie alimentaire, industrie de textile, d'habillement de cuire et de chaussure, travail du bois et fabrication d'articles en bois) et pour les services (hôtellerie et restauration, transport et communication, autres services) ;

- le type de local (à domicile, sans local, avec local) : le chef de l'UPI, peut soit exercer dans un local réservé à son activité, soit il utilise son domicile pour l'exercice de celle-ci, ou soit il est ambulant ;
- le sexe du chef de l'unité (homme ou femme) ;
- le groupe d'âge du chef de l'unité (moins de 35 ans, entre 35 et 59 ans et plus de 60 ans) ;
- le statut professionnel du chef de l'unité (indépendant ou employeur) : indépendant : lorsque le chef de l'unité travaille tout seul et pour son compte propre, ou s'il emploie d'autres personnes avec lui (employeur) ;
- etc.

Pour pouvoir analyser les points de ressemblance et de divergence des UPI dans les régions marocaines, nous allons, dans un premier temps, effectuer une étude statistique en composantes principales (ACP) des caractéristiques de ces UPI. (Nous avons recouru au logiciel SPSS).

2.1. L'analyse en ACP

La pertinence de l'ACP exige que les données soient factorisables (Kinnear et Gray, 2004). En d'autres termes, procéder à une ACP doit respecter la vérification des conditions sous-jacentes. Une première condition à cela, est que les variables soient corrélées entre-elles (coefficient de corrélation $> 0,5$, ce qui est largement le cas de nos variables). Ensuite, il faut vérifier que l'indice de KMO (Kaiser-Meyer-Olkin) soit largement supérieur à 0,5. Dans notre cas, cet indice est de 0,627, il est à un niveau acceptable pour effectuer la factorisation (voir tableau 1). La dernière condition est celle du test de sphéricité de Bartlett, il est de 0,000 et il un niveau parfait (voir tableau 2).

Tableau 2. Indice KMO et test de sphéricité

| | | |
|---|----------------------------|---------|
| Mesure de précision de l'échantillonnage de Kaiser-Meyer-Olkin. | | ,627 |
| Test de sphéricité de Bartlett | Khi –deux approximé | 413,449 |
| | Ddl | 66 |
| | Signification de Bartlett. | ,000 |

En définitive, nos données remplissent bien les conditions requises par l'ACP. Nous allons dès lors, procéder à la factorisation, c'est-à-dire, nous allons essayer de réduire un nombre important de variables (12 variables) et les informations qu'elles portent pour la réduire en un nombre réduit d'axes lisibles qui renferment l'essentiel de cette information.

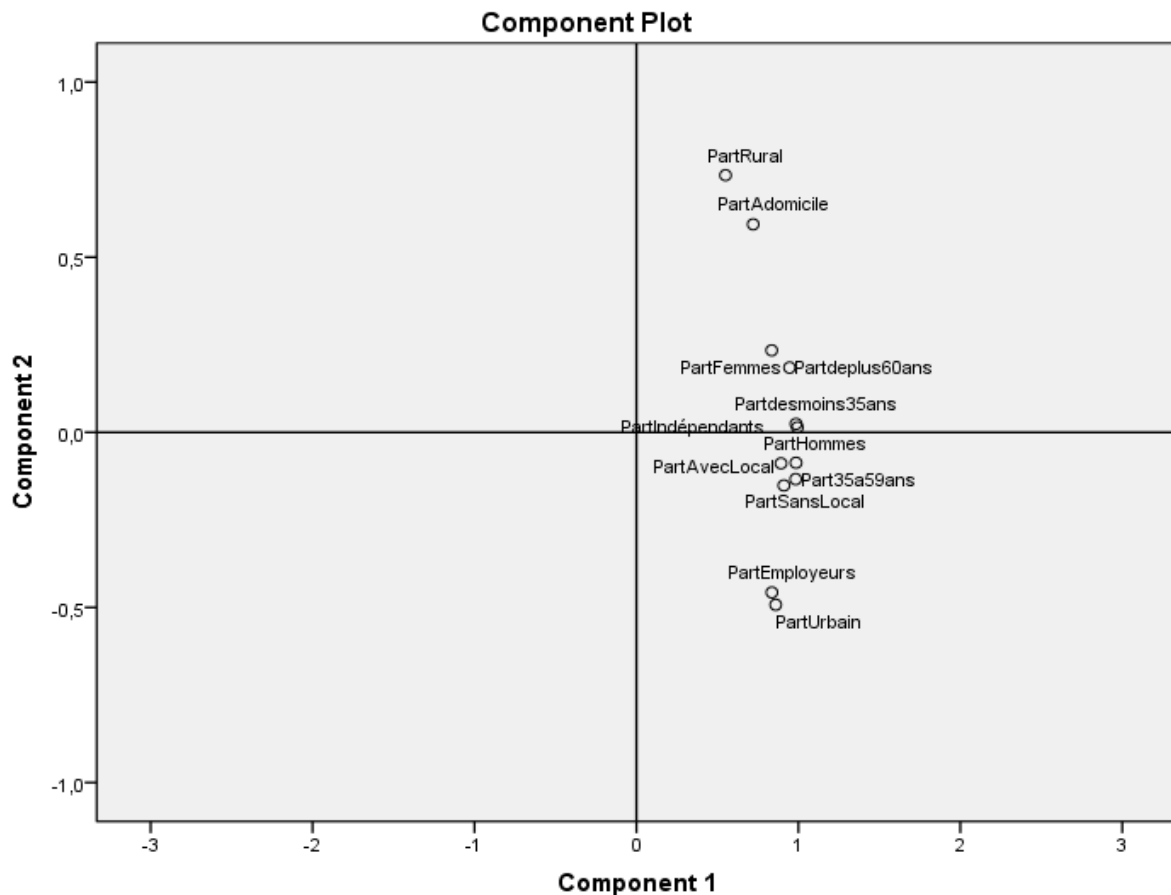
Tableau 3. La part de la variance expliquée par les axes

| Composante | Valeurs propres initiales | | | Extraction Sommes des carrées des facteurs retenus | | |
|------------|---------------------------|------------------|-----------|--|------------------|-----------|
| | Total | % de la variance | % Cumulés | Total | % de la variance | % Cumulés |
| 1 | 9,372 | 78,102 | 78,102 | 9,372 | 78,102 | 78,102 |
| 2 | 1,489 | 12,407 | 90,509 | 1,489 | 12,407 | 90,509 |
| 3 | ,523 | 4,356 | 94,865 | | | |
| 4 | ,349 | 2,906 | 97,771 | | | |
| 5 | ,151 | 1,261 | 99,032 | | | |
| 6 | ,078 | ,651 | 99,683 | | | |
| 7 | ,026 | ,217 | 99,900 | | | |
| 8 | ,011 | ,093 | 99,993 | | | |
| 9 | ,001 | ,006 | 99,999 | | | |
| 10 | 7,305 E-005 | ,001 | 100,00 | | | |

Méthode d'extraction : Analyse en composantes Principales.

Selon la règle du Kaiser, nous allons retenir les axes dont les valeurs propres sont supérieures à l'unité. Il s'agit des deux premiers axes avec des valeurs propres de 9,37 et de 1,48 respectivement). Le reste des axes (de l'axe 3 à l'axe 10) sera négligé, car leur valeur propre est faible. C'est un choix judicieux, dans la mesure où les deux premiers axes captent à eux deux, 90,50% de l'information totale, ce qui reste un excellent niveau.

Figure 1. La carte factorielle des axes des caractéristiques des UPI

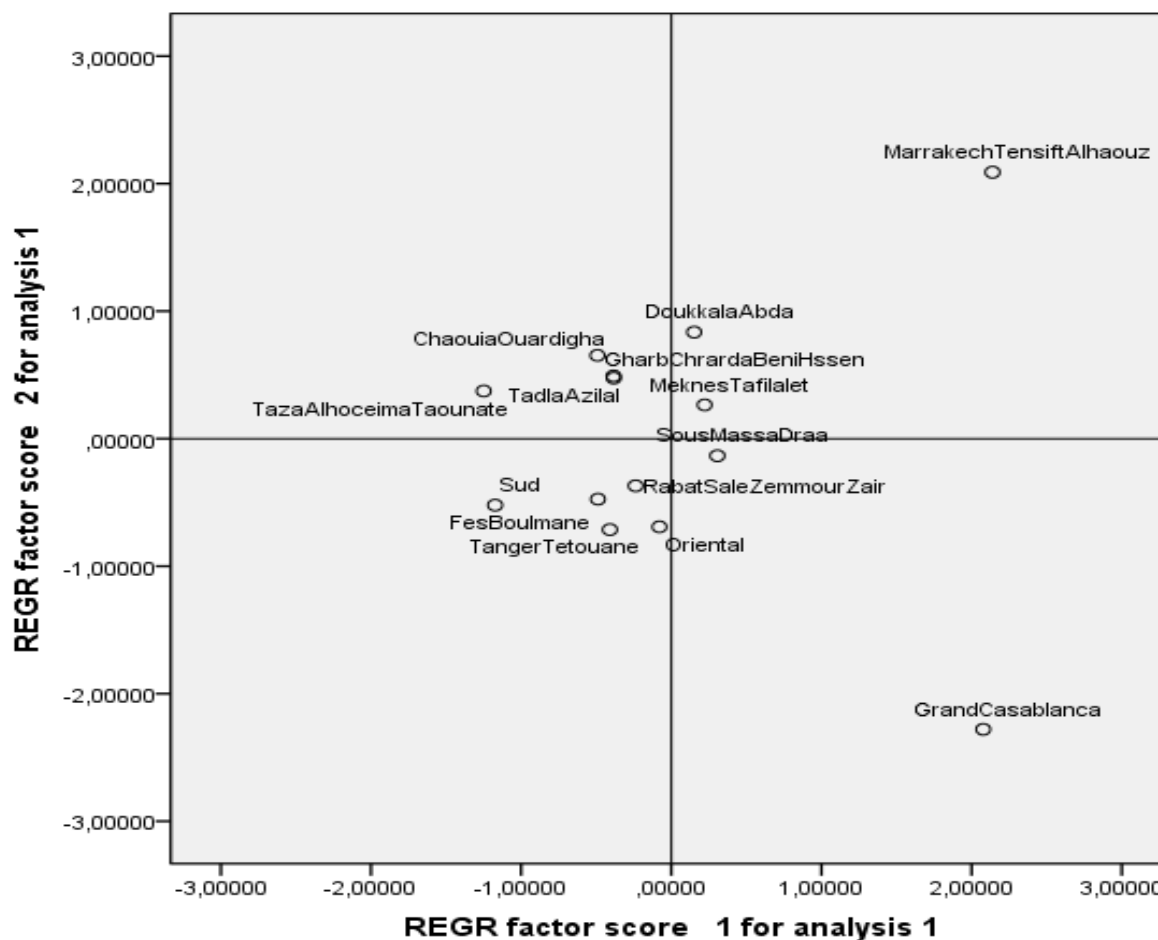


La lecture de cette carte (figure 1) montre que les UPI ont globalement les mêmes caractéristiques à l'échelle régionale, avec néanmoins une nuance sur trois aspects, le milieu d'implantation de l'unité, le type de local de l'unité, en particulier les unités qui opèrent à domicile et le statut professionnel du chef de l'unité notamment les chefs employeurs. Cette grande homogénéité régionale des UPI montre que le secteur informel marocain se répartisse globalement de la même manière dans l'ensemble du territoire marocain. Quant à la carte factorielle des régions, elle révèle que ce sont les régions de Marrakech-Tensift-Alhaouz et la région du Grand-Casablanca qui se détachent des autres régions marocaines :

- la région de Marrakech-Tensift-Alhaouz se démarque par la forte présence des UPI installées en milieu rural opérant à domicile ;
- la région du Grand-Casablanca, se distingue, *a contrario* par l'hégémonie des UPI urbaines et par une prépondérance du statut employeur de leurs chefs.

C'est un enseignement important, dans la mesure où ces deux régions comptent pratiquement 30% des UPI à l'échelle nationale (la région du "Grand-Casablanca" concentre 14,3% des UPI et la région de "Marrakech-Tensift-AlHaouz" compte 13,5% des UPI).

Figure 2. La carte factorielle des régions



En somme, par rapport aux variables étudiées, les régions marocaines présentent, globalement une grande homogénéité quant aux caractéristiques des UPI, hormis les deux régions Marrakech-Tensift-Alhaouz et la région du Grand-Casablanca.

Nous allons, dans un deuxième temps, essayer de constituer des régions les plus homogènes, à travers une analyse typologique en classification hiérarchique ascendante (méthode de Ward).

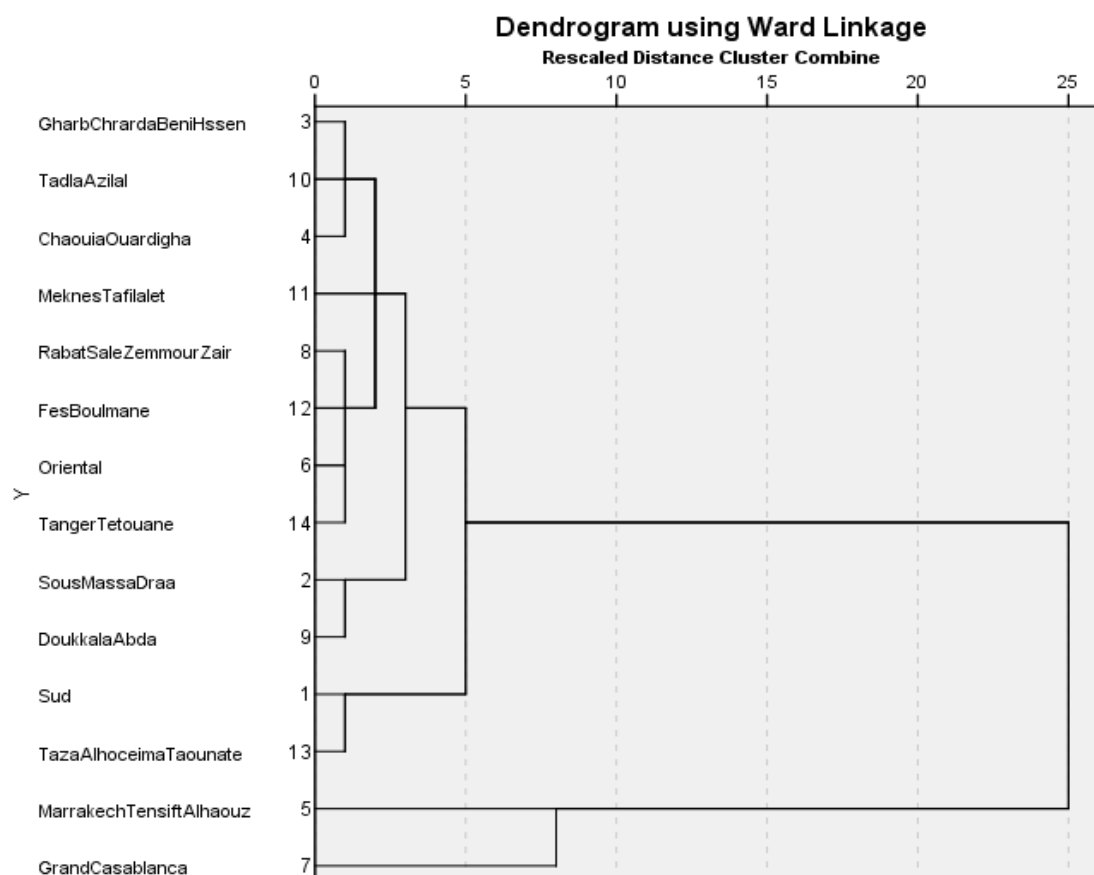
2.2. Une classification hiérarchique ascendante (CHA)

L'analyse typologique permet de réduire le nombre d'observations (14 régions et 12 variables associées) en les regroupant dans des classes homogènes et différenciées (Carricano et Poujol, 2011). En d'autres termes, c'est un procédé qui permet de simplifier la lecture de la répartition des UPI dans les régions en restituant celles qui ont des caractéristiques communes dans des groupes de régions homogènes. (Voir tableau 4 et figure 3).

Tableau 4 : Chaine des agrégations

| Eta pe | Regroupement de classes | | Coeffici ents | Etape d'apparition de la classe | | Etape suivante |
|-----------|----------------------------|----------|------------------|------------------------------------|----------|-------------------|
| | Classe 1 | Classe 2 | | Classe 1 | Classe 2 | |
| 1 | 3 | 10 | 5,303 | 0 | 0 | 3 |
| 2 | 8 | 12 | 14,173 | 0 | 0 | 6 |
| 3 | 3 | 4 | 26,336 | 1 | 0 | 8 |
| 4 | 6 | 14 | 40,731 | 0 | 0 | 6 |
| 5 | 1 | 13 | 57,961 | 0 | 0 | 11 |
| 6 | 6 | 8 | 90,939 | 4 | 2 | 9 |
| 7 | 2 | 9 | 126,994 | 0 | 0 | 10 |
| 8 | 3 | 11 | 193,362 | 3 | 0 | 9 |
| 9 | 3 | 6 | 282,166 | 8 | 6 | 10 |
| 10 | 2 | 3 | 436,919 | 7 | 9 | 11 |
| 11 | 1 | 2 | 679,813 | 5 | 10 | 13 |
| 12 | 5 | 7 | 1097,018 | 0 | 0 | 13 |
| 13 | 1 | 5 | 2561,534 | 11 | 12 | 0 |

Figure 3 : Arbre hiérarchique utilisant la distance de Ward



La lecture de l'arbre hiérarchique corrobore la démarcation, déjà déduite lors de l'ACP, des deux régions de Marrakech-Tensift-Alhaouz et la région du Grand-Casablanca par rapport au reste des régions marocaines (sur le dendrogramme, la distance passe de 25 à 8 et de 8 à 5, soit les deux sauts les plus importants de perte additionnelle d'informations).

Nous pouvons nous contenter de cette segmentation grossière des régions marocaines en trois groupes. Comme nous pouvons approfondir le clivage en subdivisant le troisième groupe « reste des régions » en plusieurs sous groupes. En effet, au sein de ce groupe, plusieurs régions se ressemblent plus par rapport à d'autres : en ce sens, il est possible d'identifier cinq sous groupes :

- le premier constitué par la région de Gharb-Chrarda-Beni hassen, la région Tadla-Azilal et la région Chaouia-Ouadgha.
- le second rassemblant la région de Rabat-Salé-Zemmour-Zair, la région de Fès-Boulemane, la région de l'Oriental et la région de Tanger-Tétouane.
- un troisième composé par la région de Souss-Massa-Draa et par la région de Doukkala-Abda.
- le quatrième contenant la région du Sud et la région de Taza-Alhoceima-Taounate.
- le cinquième défini par la région de Meknès-Tafilalet.

Cette typologie des UPI dans les régions marocaines peut être utile à plusieurs égards :

- elle permet de simplifier l'analyse d'un ensemble de données complexe au départ (14 régions et 12 variables, soit un nombre de 168 observations), en un nombre réduits de groupes homogènes.
- elle peut aider à identifier les ressemblances et les dissemblances entre les UPI au sein des régions marocaines.
- elle pourra servir à orienter le décideur politique quant aux stratégies à mettre en place pour, par exemple lutter contre les UPI en adoptant les mesures qui tiennent compte des spécificités de chaque région.
- elle permet de définir des expériences pilotes (accompagnement des UPI pour sortir du secteur informel, encouragement de l'entrepreneuriat, exonération de certaines charges, facilitation à l'accès au crédit,..) en ciblant une région d'un groupe homogène de régions pour tirer une première conclusion avant la généralisation sur les autres régions du même groupe.

CONCLUSION

L'analyse statistique spatiale des principales caractéristiques des UPI marocaines, à l'aune des résultats de l'enquête nationale de 2007, a laissé apparaître, globalement une grande homogénéité des UPI à l'échelle régionale, par rapport aux variables étudiées. Une grande ressemblance qui ne doit pas cacher néanmoins, certaines spécificités de deux régions : la région de Marrakech-Tensift-Alhaouz qui se démarque par la forte présence des UPI installées en milieu rural opérant à domicile, et la région du Grand-

Casablanca qui se distingue, au contraire par la prédominance des UPI urbaines et par une prépondérance du statut employeur de leurs chefs.

Quant au reste des régions, la ressemblance est encore plus importante entre :

- la région de Gharb-Chrarda-Beni hassen, la région Tadla-Azilal, et la région Chaouia-Ouardigha, et pour cause, ce sont des régions qui se rejoignent par le caractère rural de leur population (avec un taux d'urbanisation respectivement de 44 %, 44,3% et 38%, soit les taux d'urbanisation les plus faibles en 2010, d'après l'annuaire des régions publié par le HCP) et par la prédominance du secteur agricole dans les activités économiques ;
- la région de Rabat-Salé-Zemmour-Zair, la région de Fès-Boulemane, la région de l'Oriental et la région de Tanger-Tétouane qui sont, contrairement au groupe précédent, se distinguent par une population très majoritairement urbaine (des taux d'urbanisation de 83,2 %, de 73%, 64,9 et de 61% respectivement, selon la même source) et par l'importance du secteur secondaire et du secteur des services dans l'activité économique ;
- la région de Souss-Massa-Draa et par la région de Doukkala-Abda qui sont à mi-chemin entre les deux groupes précédents ;
- la région du Sud et la région de Taza-Alhoceima-Taounate, sont les régions qui ont la part la plus faible en terme d'UPI (avec respectivement 3% et 3,2%).

Il en découle que les UPI ressemblent aux caractéristiques socioéconomiques de la région qu'elle les abrite, ce qui revient à dire que le secteur informel reste une composante endogène, secrétée par le système socioéconomique propre à chaque région.

Par ailleurs, les résultats de l'enquête de 2007, montrent que pour justifier l'existence du secteur informel, les chefs des UPI évoquent la fiscalité lourde, les charges sociales exorbitantes, les procédures administratives pesantes et le droit de travail rigide comme les principales raisons d'existence des UPI et leur tendance à l'accroissement. Les recommandations prodiguées par les experts et par les organismes internationaux pour réduire l'importance du secteur informel s'articulent autour de deux familles de mesures : des mesures de lutte contre les UPI qui privilégient les sanctions envers des chefs de celles-ci et des mesures en matière d'accompagnement des UPI, à travers des politiques visant à les formaliser progressivement (une fiscalité parallèle, allègement du droit du travail, facilitation à l'accès au financement bancaires...), mais il est certain que le succès de toute mesure dépendra au préalable de la bonne connaissance d'un secteur qui embrasse des unités très hétérogènes, par la taille, par le chiffre d'affaires, par le degré d'informalité...

L'intérêt de l'étude menée dans ce travail, était de tenter de déceler les ressemblances et les disparités, par rapport aux variables ciblées, des UPI dans les régions marocaines. Il reste à l'approfondir par l'intégration d'autres variables (chiffres d'affaires, secteur d'activité, âge de l'unité, niveau scolaire du chef, etc.), pour pouvoir juger quant à la politique appropriée pour annihiler les externalités engendrées par le secteur informel.

Références

- Adair, P. 2003, « L'économie informelle au Maghreb : une perspective comparatiste », Colloque L'économie informelle au Maroc, évaluation, articulation avec le secteur formel et modes de financement. Université Hassan II-Ain Chock-Casablanca, 17-18 avril.
- Barthélemy, P. 1998, «Le secteur informel urbain dans les pays en développement : Une revue de littérature », In Revue Région et Développement, n° 7-1998.
- BIT, 1993a, « Statistiques de l'emploi dans le secteur informel », Rapport pour la XVème Conférence Internationale des Statisticiens du Travail, Genève 19-28 Janvier 1993, BIT.
- BIT, 1993 b, « Rapport de la Conférence, Rapport pour la XVème Conférence Internationale des Statisticiens du Travail », Genève 19-28 Janvier 1993, BIT.
- Carricano, M et Poujol, F. 2011. Analyse des données avec SPSS. Synthex. Paris.
- Charmes, J. 2010. Les origines du concept de secteur informel et la récente définition de l'emploi informel. L'Harmattan, Paris.
- Djajoma M, A. 2010, « Secteur informel et concurrence fiscale », Université du Québec, Montréal.
- Haut Commissariat au Plan, enquête nationale sur le secteur informel, 2006-2007.
- Haut Commissariat au Plan, enquête nationale sur le secteur informel, 1999-2000.
- Haut Commissariat au Plan, annuaire statistique des régions, 2010.
- Kinnear, P. Gray, C. 2004. SPSS facile appliqué à la psychologie et aux sciences sociales. De Boeck.
- Lautier, B. 1994, « L'économie informelle dans le Tiers-monde », la Découverte, Paris.
- Lelart, M. 2003, « Le financement du secteur informel : Que nous apprennent les enquêtes? », Colloque sur L'économie informelle au Maroc : Évaluation, articulation avec le secteur formel et modes de financement, 17-18 avril 2003, Université Hassan II-Casablanca.
- Lewis A. W. 1954. Economic Development with Unlimited Supply of Labour. The Manchester School of Economic and Social Studies, vol. 22 n°2.
- Mejjati Alami, R. 2006, « Le secteur informel au Maroc : 1956 – 2004 », Cinquante ans de développement Humain au Maroc.
- Montmarquette C., Mourji F. et Garni A. 1996, « L'insertion des diplômés de la formation professionnelle dans le marché du travail marocain : une application des modèles de durée », In Revue Région et Développement n° 4.
- PNUD, 1998, Programme de Développement Humain Durable et de Lutte contre la Pauvreté « Pauvreté au Maroc: Diagnostic, stratégie et plan d'action », Exécuté par le Ministère de la Prévision Economique en coopération avec le PNUD, Décembre 1998.
- Roubaud, F. 2009, « La production statistique sur le secteur informel en Afrique : quels enseignements et quelles perspectives ? », The African Statistical Journal, Volume 9, novembre.
- Salahdine, M. 1992. « Place et rôle du secteur informel dans l'économie marocaine », le Maroc actuel, Editions du CNRS. Paris.
- Walther, R et Fillipiak, E. 2007, « La formation professionnelle en secteur informel », Agence Française pour le développement.